

Au bord du chaos

Burundi, au pays de la peur 2|2

Alors que l'économie plonge et que les assassinats d'opposants se multiplient, les dirigeants burundais se radicalisent de plus en plus, allant jusqu'à une forme d'épuration au cœur du pouvoir

JEAN-PHILIPPE RÉMY
BUJUMBURA - *envoyé spécial*

Au Belvédère, il n'y a qu'un point de vue qui l'emporte sur le Burundi, et c'est celui, imprenable, dont on jouit depuis la terrasse. C'est le dernier restaurant chic de Bujumbura. Quand le jour décline, les rares clients se serrent les coudes au comptoir du bar, planté comme un nid d'aigle sur les hauteurs de la colline de Kiriri. Aux alentours, des soldats montent la garde devant les vastes demeures. L'élite du pays adore cette éminence, et son coup d'œil magistral sur la capitale burundaise, qui s'enfoncé, comme apaisée, dans la brume du soir.

Plus loin s'étend le lac Tanganyika, puis les montagnes de la République démocratique du Congo. Tout au fond, là-bas, se prépare, dit-on, une rébellion dont le but serait de porter la guerre ici. On ignore si cela aura lieu. L'espace d'un crépuscule, depuis cette colline des notables, tout semble si beau, si calme.

Bientôt, pourtant, voici l'heure de l'attaque de la nuit, en ville. Une poignée de détonations, des explosions sourdes. Des échanges à la kalachnikov et parfois une grenade ou un obus de mortier. Le son monte avec une netteté étrange vers le Belvédère. Le président, Pierre Nkurunziza, avait assuré à la délégation du Conseil de sécurité de l'ONU venue fin janvier au Burundi l'exhorter à mettre fin aux violences que le pays était « en sécurité à 99 % ». Ce doit être, alors, le 1 % restant qui se manifeste, cette nuit encore.

Chacun se livre à son évaluation balistique. S'agit-il d'une attaque de position militaire ou de la police ? Est-ce vers Musaga, Ngagara ? Ou Cibitoke, à présent ? Ces quartiers où avaient éclaté les manifestations contre la perspective d'un troisième mandat du président, en avril, sont à présent le théâtre d'affrontements nocturnes. Des insurgés qui se réclament, de plus en plus, du mouvement Red Tabara (Résistance pour un Etat de droit) attaquent des positions loyalistes. Quelques balles traçantes rouges fusent. Au Belvédère, personne ne s'étonne. Les visages sont plongés dans la lumière blafarde des téléphones, et de leurs nouvelles contradictoires.

Eaux dangereuses

Déjà, le patron, soupire. Depuis le début de la crise, il s'est consacré à l'élaboration de sa nouvelle carte, fusion thaïe-burundaise, a tenté de minimiser ses pertes en réduisant le personnel, et prié pour que tout finisse par se tasser. Mais une forme de lent pourrissement est à l'œuvre, qui réduit de plus en plus les espoirs. Comment mettre le doigt dessus ? En

apparence, la situation semble aussi immobile et immuable que le panorama.

Mais en profondeur... Quelques jours plus tôt, un obus est tombé sur la maison de Déo, détruisant une partie du toit. Ce n'était qu'un tir de mortier de 60 mm, mais ceux qui ont fait feu n'étaient qu'à quelques centaines de mètres, dans des zones régulièrement fouillées de fond en comble par les policiers ou par certains des hommes en uniforme sans insigne qui pullulent désormais dans la capitale, notamment les membres du mouvement de jeunesse du parti au pouvoir, les Imbonerakure.

Parfois, les insurgés de la capitale – dont certains s'infiltrèrent depuis le Congo voisin ou depuis les collines qui entourent la ville – ne s'attaquent pas aux policiers, mais tuent des militants du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), ou des Imbonerakure. Parallèlement, les loyalistes raflent, torturent, exécutent. Les frontières se brouillent. La cible des derniers tirs de mortier était apparemment la présidence, en plein cœur de Bujumbura.

Le président ne passe plus qu'occasionnellement dans ces bureaux du centre-ville. « *Le pouvoir s'est déplacé ailleurs, et les décisions se prennent en petit comité, avec les fidèles, les généraux, les gouverneurs militaires, assure une bonne source. Cela explique une forme d'autisme.* » Tout cela pourrait être considéré comme surmontable, si un durcissement, une dérive n'étaient à l'œuvre, dans un pays proche de l'asphyxie économique.

En 2015, le Burundi est devenu le pays de la planète où le produit intérieur brut (PIB) par habitant est le plus minuscule (315 dollars, environ 290 euros). Ce, malgré une bonne récolte de café. Les hôtels sont vides, les entreprises licencient. « *Jusqu'ici, le gouvernement est arrivé à payer les fonctionnaires, on se demande comment* », remarque un fin connaisseur de l'économie. Le même gouvernement vient d'annoncer des perspectives de croissance (3,6 %) pour 2016, en contradiction avec les calculs du Fonds monétaire international (FMI), qui prévoit une contraction de 7 % de l'économie. D'ici quelques mois, la situation deviendra « *intenable* », juge cette source.

Les devises manquent, le franc burundais est en chute libre. Certains hommes d'affaires locaux quittent le pays sur la pointe des pieds, pour fuir les demandes de « *contributions* » du pouvoir, de plus en plus pressantes, explique un membre du patronat local, qui précise : « *Ils ont reçu des menaces de gens qui savent combien d'argent ils ont sur leurs comptes. Il n'y a plus de neutralité : si tu restes, il faut payer. Alors, certains préfèrent partir en voyage...* »

On n'a recensé à ce jour aucun assassinat d'homme d'affaires, contrairement aux jeunes, étudiants, activistes, ex-leaders des manifestations ou passants malchanceux : plus de 400 morts au cours des dix derniers mois, et la liste s'allonge. Parallèlement, plusieurs groupes rebelles se sont déclarés. En plus de Red Tabara, une autre formation rebelle s'est créée. Le Forebu (Forces républicaines du Burundi) regroupe des officiers supérieurs ayant fait défection, avec à leur tête le général Godefroid Niyombaré, ex-compagnon de route du chef de l'Etat, qui a tenté de prendre le pouvoir lors du putsch de mai 2015. Il vit aujourd'hui en exil. On ne peut connaître avec précision le poids de ces mouvements, mais ils ont en commun de mélanger Hutu et Tutsi.

Vont-ils parvenir à organiser des bases arrière dans la région, notamment au Congo ? Vont-ils finir par attaquer le Burundi depuis l'extérieur et tenter d'y établir des bastions ? Le Rwanda voisin est accusé de soutenir une partie de cette galaxie encore mal définie. Même les Etats-Unis, alliés du pouvoir rwandais, ont demandé que le recrutement et l'appui aux rebelles cessent. Entre Burundi et Rwanda, le ton monte dangereusement.

D'autant qu'à Kigali, on tient un raisonnement implacable : le pouvoir burundais est accusé de collusion avec les Hutu génocidaires rwandais (regroupés dans le mouvement des Forces démocratiques de libération du Rwanda), pour préparer, en substance, le massacre des Tutsi burundais. Et on ne dissimule pas que le Rwanda, dans ce cas de figure, interviendrait pour sauver ceux qui pourraient l'être.

Pour l'heure, rien n'est venu appuyer l'existence d'un plan de cette ampleur. Mais la dégradation inexorable de la situation, sur fond de radicalisation de l'équipe au pouvoir et d'émergence possible de groupes armés, fait redouter que la situation entre rapidement dans des eaux dangereuses.

A cela s'ajoutent des recrutements de miliciens et le noyautage des chefs de colline. Les Imbonerakure font de moins en moins figure de « mouvement de jeunesse » et de plus en plus de supplétifs de la répression. Habituellement prudent, le think tank International Crisis Group vient de lancer un cri d'alarme contre la « *spirale de la violence* » au Burundi et avertit : « *Les miliciens Imbonerakure prennent une place de plus en plus importante au milieu des lignes de fracture au sein des services de sécurité.* » Les observateurs redoutent qu'un événement fortuit, tentative d'assassinat du président ou autre drame, ne mette le feu à ce milieu explosif. Au cours des mois écoulés, des épurations radicales ont eu lieu dans les services de sécurité.

DE GRANDS TRAUMATISÉS

Fait important, la composante tutsi de l'armée a été peu à peu éloignée des responsabilités. Le Burundi compte environ 15 % de Tutsi et plus de 80 % de Hutu, et le pouvoir, comme l'armée, ont été dominés par les Tutsi pendant plusieurs décennies. En 1993, l'élection puis l'assassinat du premier président hutu au suffrage universel avaient déclenché des massacres de Hutu par l'armée, constituant le début de la guerre civile. La plus importante des rébellions hutu, le CNDD-FDD, avait émergé, et Pierre Nkurunziza, un ex-professeur de gymnastique, avait fini par en prendre la tête.

Ce conflit n'a pris fin, en 2005, qu'au terme d'un long processus de paix, laissant un pays endeuillé par plus de 200 000 victimes. La paix était en fait la chose la plus désirée par les Burundais. Même les ex-rébelles et les soldats se sont mélangés dans une nouvelle armée avec un enthousiasme réel. Aujourd'hui, cette unité nationale est en train d'être détruite méthodiquement.

Après l'armée et les services de renseignement, une autre forme d'épuration a eu lieu au cœur du pouvoir. Les « intellectuels » du CNDD-FDD (souvent hutu) ont été écartés, au profit des « militaires ». Ces derniers com-

mandaient au temps de la guerre civile, quand le parti n'était qu'une rébellion. La plupart d'entre eux sont généraux, et ce groupe est désormais en guerre. Contre les manifestants ; contre les pays occidentaux soupçonnés de conspirer pour les chasser ; contre les membres de leur parti qui ont osé remettre en cause le choix de Pierre Nkurunziza comme candidat aux dernières élections ; et enfin, contre les Tutsi, soupçonnés de vouloir éternellement garder leur emprise.

Ce groupe dirigeant radicalisé a repris le combat, comme au temps de la guerre civile, mais avec les moyens de l'Etat, cette fois. Or une grande partie des responsables de premier plan qui entourent le président ont été les victimes des massacres commis par l'ex-pouvoir tutsi, la plupart touchés par l'exécution du « génocide sélectif » des Hutu de 1972. Parmi ces « orphelins de 1972 », dont les parents ont été massacrés, il y a le président, Pierre Nkurunziza, dont le père, Eustache Ngabisha, était député.

Les hommes du pouvoir burundais sont à l'image du pays. Ce sont, eux aussi, de grands traumatisés. Depuis le retour à la paix, il y a dix ans, cette question avait été éludée. Elle émerge à nouveau, comme un retour du refoulé des grands crimes nationaux. Un exem-

ple? Le général-major Evariste Ndayishimiye, de son nom de guerre « Never », a été à deux doigts de se faire tuer à l'université par ses condisciples, extrémistes tutsi, en 1995. Il a fui à temps, rejoignant le CNDD-FDD. En représailles, on a tué une partie de sa famille.

Aujourd'hui, il est chef du cabinet civil à la présidence, l'un des hommes qui comptent autour de Pierre Nkurunziza. Ce dernier, dont une partie de la famille est tutsi, a toutefois affirmé à la délégation du Conseil de sécurité de l'ONU : « *Je vous garantis qu'il n'y aura plus de génocide au Burundi.* » ■

**CERTAINS HOMMES
D'AFFAIRES LOCAUX
QUITTENT LE PAYS
SUR LA POINTE DES
PIEDS POUR FUIR
LES DEMANDES DE
« CONTRIBUTIONS »
DU POUVOIR,
DE PLUS EN PLUS
PRESSANTES**